



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 1 | 2002

Approches territoriales du Développement Durable

De quelques visions mondiales des limites de l'environnement

Edwin Zaccai



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/887>

DOI : 10.4000/developpementdurable.887

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Edwin Zaccai, « De quelques visions mondiales des limites de l'environnement », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 1 | 2002, mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 21 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/887> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.887

Ce document a été généré automatiquement le 21 novembre 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

De quelques visions mondiales des limites de l'environnement

Edwin Zaccai

- 1 Parmi les problèmes clés inclus dans le projet de développement durable, la généralisation (im)possible des niveaux de vie occidentaux à la planète (à moyen ou long terme), compte tenu des limites de l'environnement, constitue sans doute l'un des plus spécifiques. G.H. Brundtland l'a (entre autres formulations) exprimé ainsi : "Si 7 milliards de personnes devaient consommer autant que nous à l'Ouest, il nous faudrait dix mondes et non un seul pour satisfaire nos besoins"¹. Aurait-on eu recours au mot "durable" pour des programmes de développement mondial, sans cette crainte ? Ce n'est pas certain.
- 2 Examinée sous des formes quantifiées, cette idée conduit à bon nombre de débats et de propositions. Nous nous proposons ici de revenir sur plusieurs manières dont ce problème a été posé, sur leurs évolutions et sur certaines solutions proposées. Nous nous interrogerons au passage sur les façons dont ces visions mondiales ont tenu compte ou non de différences territoriales.
 1. Halte à la croissance ?
- 3 Halte à la croissance ? (en anglais *Limits to growth*), rapport au Club de Rome de 1972 (Meadows et al. 1972), a eu une énorme influence dans le lancement public de ce type de question. Pour rappel, l'objet du travail était la reconnaissance dans un contexte mondial des interdépendances et interactions et surtout des évolutions prévisibles "de cinq facteurs critiques : explosion démographique, production alimentaire, industrialisation, épuisement des ressources naturelles et pollution" (*ibid.*, p.141, ital. ajoutées). Il s'agissait donc de variables très intégrées et agrégées au niveau mondial. Grâce à un modèle informatique inédit élaboré par le MIT (Massachusetts Institute of Technology), le rapport se livre à une prospective jusqu'à l'horizon de la fin du 21^e siècle. Or dans tous les scénarios envisagés (même en ayant recours à technologies de recyclage de matières et de contrôle de la pollution) le modèle prédit des "effondrements" que ce soit (ceci varie selon les scénarios) pour les ressources alimentaires, les matières premières, l'économie, la population

Vers un scénario global

- 4 Rétrospectivement, on pourra constater que la croissance démographique avait été fort surestimée (plus de 6 milliards d'erreur (!) entre les estimations de la population mondiale émises dans le rapport pour 2035 (14,4 milliards) et les estimations basses actuelles (8 milliards)). Surestimation aussi des coûts des technologies permettant de réduire l'impact de la production sur l'environnement, et enfin de la croissance économique, extrapolée quelque peu dans le sillage des deux décennies précédentes, alors que le rapport devait précéder de très peu la première crise pétrolière en 1973 et ses suites.
 - 5 Le cadrage est celui d'une vision résolument globale, semblant être tracée pour des capitaines éclairés, humanistes, du vaisseau spatial Terre² cherchant à remettre un peu d'ordre dans une série de facteurs "mystérieusement liés les uns aux autres" qui "s'étendent à toute la planète et y apparaissent à partir d'un certain seuil de développement quels que soient les systèmes sociaux ou politiques dominants" (*ibid.*, p. 138). A ce titre, il ne s'agit pas seulement des pollutions, mais aussi de changements culturels, tels qu'on peut les voir à l'œuvre depuis le milieu des années 60³.
 - 6 Le Club de Rome comprend une série d'experts, à l'instar de ses fondateurs Aurelio Peccei, ayant dirigé une filiale de Fiat, et Alexander King, directeur général des affaires scientifiques à l'OCDE. La solution, ou plutôt le scénario, radical, qu'ils proposent pour améliorer l'évolution sociale du monde, est "l'état stationnaire". Ce modèle est emprunté à Herman Daly, important économiste étudiant des réformes pour résoudre le problème de la croissance économique dans un système écologique fini (ses travaux s'intégreront par la suite dans "l'économie écologique" (*ecological economics*)). Il s'agit de réduire les "flux" de matières, mais aussi les "flux" de personnes, c'est-à-dire de maîtriser la démographie.
- Matières premières, énergie
- 7 Le rapport plaide aussi pour un arrêt des investissements, à l'origine de cette croissance économique "exponentielle", où les auteurs discernent la véritable source du problème. En effet, le modèle utilisé montre que les ressources de la Terre ne suffiront pas pour la continuation de celle-ci dans les décennies à venir. Des craintes sérieuses planent déjà sur le moyen terme, en ce qui concerne certaines matières premières. Ainsi "on peut voir dès maintenant que les réserves de platine, d'or et de zinc seront insuffisantes pour faire face à la demande. Au taux actuel d'expansion (...), l'argent, l'étain et l'uranium pourront manquer avant la fin du siècle (...)" (*ibid.*, p. 173). Il faut également se préoccuper des ressources alimentaires (qui constituent la seule ressource renouvelable étudiée dans le rapport), ainsi que des sources d'énergie.
 - 8 Néanmoins des pénuries possibles pour ces dernières (on pense évidemment au pétrole), ne sont pas particulièrement soulignées⁴. Ceci contrairement à l'idée que l'on s'est faite du rapport, a posteriori, sous le coup évidemment des années de crises du pétrole qui vont lui succéder. Pourtant, fort de ses 9 millions d'exemplaires et de ses traductions en 29 langues, et par conséquent des débats qui ont notamment porté sur cette ressource clé, le document pourrait avoir eu à ce niveau une influence amplificatrice, comme le rappelle Le Bras (1994, p.110) : "On a dit combien la raréfaction annoncée du pétrole a joué un rôle important dans le déclenchement de la première crise pétrolière. La hausse des prix à la production anticipait la rareté prochaine du pétrole".

Croissance zéro ?

- 9 En finir avec la croissance économique ? Voilà une proposition difficilement assimilable par les sociétés riches, où des corrélations avec des pertes d'emploi n'ont été que trop visibles en rapport avec les baisses de croissance qui ont suivi. Inacceptable aussi pour les pays en voie de développement, et en tous cas pour leurs classes dirigeantes, qui seraient autrement condamnées définitivement dans leur "retard" de développement. Il n'était donc certainement pas possible d'adopter ce type d'orientation en l'état, et les formulations du développement durable qui prendront corps dans les années 80, auront soin d'affirmer leur compatibilité avec une croissance économique, mais dont il faut modifier la "qualité"⁵.
- 10 Il existe cependant aussi un argument plus technique pour ne pas voir dans "la croissance zéro" une garantie du respect des limites des ressources. Dans un monde aux ressources finies, leur consommation a, par définition, une fin. La croissance de la consommation, sa stagnation, ou même sa diminution, ne feront que différer le terme de leur épuisement. Ce n'est que pour des ressources renouvelables (agriculture en particulier) qu'en effet, le taux de prélèvement ne doit pas dépasser le taux de renouvellement, condition bien connue de ceux qui exploitent un écosystème, ce qui ne veut pas dire bien sûr qu'elle soit respectée.
- 11 Si nous nous intéressons à d'éventuelles différenciations territoriales, il est clair que cet aspect n'intervient quasiment pas dans les résultats de l'étude. Il s'agit d'un "écosystème mondial" (*ibid.*, p. 250) dont on cherche à prévoir le comportement à long terme. Les auteurs sont cependant bien conscients que des tensions sur les ressources pourraient provoquer des crises politiques régionales bien avant d'en arriver à leur épuisement global. On peut peut-être trouver dans ce manque de localisation des crises et des problèmes une raison pour laquelle Halte à la croissance ? ne s'intéresse pas du tout, par exemple, aux difficultés prévisibles dans la consommation en eau, une ressource locale par excellence.

2. Le Rapport Brundtland et l' Agenda 21

- 12 La façon de poser le problème dans ce rapport aura une grande influence. "Malgré son manque complet de statut officiel, l'aura de respectabilité qui accompagnait le rapport au Club de Rome en a fait une référence clé dans le débat à propos de l'état de l'environnement. Mais plus important encore la résonance de Halte à la croissance ? a entraîné d'autres conceptualisations de problèmes environnementaux selon une série spécifique de concepts et de catégories. C'est sans nul doute précisément ce que le Club de Rome avait en vue" (Hajer 1995:82)⁶. Il apparaîtra en effet que dans bon nombre de visions du développement durable c'est d'abord le monde qui représente l'entité de référence, à tout le moins dans les "coalitions de discours" à ce sujet⁷, telle que le mot d'ordre "Sauver la planète". Dans le Rapport Brundtland, le "nous" (au sens de l'humanité) est constamment employé que ce soit dans le texte, dans le titre de l'ouvrage (Notre avenir à tous), ou dans ceux des différentes parties (Préoccupations communes, Problèmes communs, Efforts communs).
- 13 En ce qui concerne d'éventuelles limites de l'environnement, ni le Rapport Brundtland ni l'Agenda 21 ne les conceptualisent indépendamment des données socio-politiques et techniques, comme nous allons le voir.
- Développement ou/et environnement durable
- 14 Dans la définition du développement durable, c'est bien le développement qui est à maintenir, sans conditions particulières portant sur l'environnement. Ceci contrairement

à des définitions issues du milieu environnementaliste, comme celle de l'IUCN⁸ où la "capacité de charge" est centrale. Dans le document Sauver la planète : Stratégie pour l'avenir de la vie (IUCN 1991) par exemple, le développement durable est défini comme "le fait d'améliorer les conditions d'existence des communautés humaines tout en restant dans les limites de la capacité de charge des écosystèmes".

- 15 Cette dernière notion est elle-même définie comme "la capacité d'un écosystème à entretenir des organismes sains, tout en maintenant sa propre capacité d'adaptation et de renouvellement". Le modèle de l'écologie naturelle reste donc prégnant dans cette définition. Sur le plan local en tous cas, il semblerait par exemple que créer une ville sur une portion d'écosystème ne réponde pas à la définition du développement durable ci-dessus. Conscients de ces difficultés les auteurs de la Stratégie envisagent la notion avec souplesse et formulent nombre d'autres principes distincts. La capacité de charge de la planète ou d'un écosystème particulier peut par ailleurs être augmentée par le recours à des technologies, mais pas à l'infini⁹.
- 16 Le Rapport Brundtland et l'Agenda 21 se situent sur cette question plutôt dans la lignée de Halte à la croissance ? mais avec une différence cruciale cependant. Certes dans ces programmes politiques l'environnement représente d'abord une ressource (par exemple les espèces et les écosystèmes sont pour la CMED des "ressources au service du développement" (p. 177)) mais c'est une ressource particulière. Ne serait ce que pour la durabilité du développement, beaucoup de ses éléments se prêtent mal à des substitutions. Les programmes de développement durable impliqueront donc aussi des objectifs de durabilisation de certaines parts de l'environnement.

Différences d'environnements territoriaux

- 17 En ce qui concerne l'absence d'inscription territoriale constatée précédemment, dans l'Agenda 21 nous trouvons au contraire plusieurs chapitres centrés sur des milieux déterminés (le déboisement, la désertification, les montagnes ...) Le relatif échec d'un modèle prospectif très intégré comme celui de Halte à la croissance ? a poussé à établir des scénarios beaucoup plus fins et différenciés, par ressources, par régions. En outre c'est surtout par l'appel à des plans de développement durable nationaux, ou locaux, que l'on attend clairement ce type de prise en compte.

Limites matérielles, limites sociales

- 18 Mais la différence d'approche la plus essentielle avec le modèle précédent est le fait que les politiques de développement durable tiennent compte d'interactions entre organisation socio-politique et environnement. Dans Halte à la croissance ?, l'équation était focalisée sur des déterminants matériels (niveaux de population, de consommation, de pollution). Or, le non accès à des ressources de parties de la population peut coexister avec leur disponibilité globale, l'exemple le plus impressionnant étant le fait que des ressources alimentaires suffisantes coexistent avec quelques 800 millions de personnes sous-alimentées dans le monde. Néanmoins l'approche "matérielle", s'appuyant sur des données physiques, reste encore prédominante dans la plupart des politiques ciblées sur le développement durable.

3. Une Europe soutenable

- 19 En 1995, une fédération majeure d'associations de protection de l'environnement, les Amis de la Terre (évaluée actuellement à environ 900000 membres) publie un volumineux rapport prospectif sur la "soutenabilité" de l'Europe (Towards Sustainable Europe) établi à sa demande par un institut très en pointe sur ces questions, l'Institut de Wuppertal du Climat, de l'Environnement et de l'Energie. Sur cette base, et sur des rapports nationaux

réalisés selon la même méthode, une large campagne de sensibilisation et de discussion aura lieu durant quelques années dans les différents pays européens. Outre le rapport produit à cette occasion (Friends of the Earth 1995), deux livres reprennent des analyses et conclusions de ces travaux. *Greening the North* (1996) d'abord, coédité par des experts de l'Institut de Wuppertal, au premier rang desquels Wolfgang Sachs, par ailleurs président de Greenpeace Allemagne, et penseur à la fois influent et critique sur les liens entre l'écologie mondiale et le développement¹⁰. *Fair shares in environmental space* (1998) ensuite, coédité par Michael Carley et Philippe Spapens¹¹, qui étend l'analyse à un bloc de pays du Nord face à celui du "Sud" (cette division étant, comme toujours, extrêmement grossière).

- 20 Comme dans Halte à la croissance ? des paramètres très intégrés sont ici utilisés, mais cette fois en différenciant le niveau moyen de consommation et de pollution dans le Nord d'une part et dans le Sud de l'autre. Une projection à long terme (ici 2050) fait apparaître la poursuite des tendances actuelles comme insoutenables. Mais une différence importante avec le rapport au Club de Rome concerne l'utilisation centrale d'un instrument unique de quantification, "l'espace environnemental" (environmental space). "L'espace environnemental est la quantité totale d'énergie, de ressources non renouvelables, de terres, d'eau, de bois et d'autre ressources qui peuvent être utilisées au niveau mondial ou régional :

- - sans dommage environnemental
- - sans empiéter sur les droits des générations futures, et
- - dans le contexte de droits égaux à la consommation des ressources et d'un souci de la qualité de la vie de toute la population mondiale"¹².

- 21 Les Amis de la Terre posent un objectif fort pour l'Europe (ou le Nord) en 2050, à savoir utiliser un espace environnemental par habitant compatible avec le fait que le monde entier atteigne ce même niveau. Par la méthode même, les grandeurs sont donc agrégées avec peu d'attention pour les différences d'environnement et de développement à l'intérieur de ces blocs¹³, et dès lors, des imprécisions importantes en découleront. Discutons brièvement les apports et les limites de cette approche.

Facteur 10, Facteur 4

- 22 Des objectifs chiffrés de réduction considérables sont posés. Les impacts que l'on cherche ainsi à éviter ne sont pas tant liés à l'épuisement des ressources qu'aux incidences de la production et de la consommation sur l'environnement (pollutions, déchets, émissions). Ce faisant, on peut remarquer par rapport à Halte à la croissance ?, que l'importance est passée des limites du milieu dans sa fonction de source, à celles portant sur sa fonction d'absorption (sink). Selon Carley et Spapens, dans un passage nommé "Révision du Club de Rome" (*ibid.*, p. 60), c'est là que se situent désormais les "vraies limites de la croissance"¹⁴.
- 23 Les impacts sont eux-mêmes calculés par une méthode d'écobilan, le "bagage écologique" (ecological backpack). Par cette dénomination imagée, l'idée est de faire prendre conscience qu'"attachée" à chaque objet fabriqué il existe une quantité d'impacts agrégés, invisibles sur l'objet, mais qui contribue à l'ensemble de ses incidences dans la chaîne de production et de consommation. Quant à la méthode d'agrégation des impacts, il s'agit du poids total des flux de matières qu'implique la production d'un bien donné.
- 24 Comme toutes les méthodes d'éco-bilan, celle-ci est discutable, mais elle est utilisée ici essentiellement comme instrument de sensibilisation, comme estimation grossière. Un

ordre de grandeur souvent repris, dans ces contextes, qui dépassent la campagne des Amis de la Terre, est une réduction d'un "Facteur 10" (cette proportion est d'ailleurs citée par G.H. Brundtland dans la citation en liminaire de cet article). Ainsi en 1997, la Déclaration de Carnoules (1997) du "Club Facteur 10" est signée par des représentants de grandes institutions, d'entreprises et d'organisations non gouvernementales, pour donner un objectif d'éco-efficience¹⁵ dans ce sens. La Déclaration finale du Sommet de l'ONU "Rio+5" fera une allusion à ce type d'objectif (§28.f), de même qu'à une amélioration d'un "Facteur 4", selon la formule d'un autre rapport au Club de Rome (von Weiszacker et al., 1997).

Territoires et pays en interaction par leurs impacts

- 25 La méthode utilisée replace aussi chaque pays en interaction avec les autres, contrairement à des plans de développement durable qui ne seraient pensés que d'après les impacts sur leur propre territoire. Or, "Il est tout à fait possible pour un Etat de rechercher le développement écologiquement durable à l'intérieur de ses frontières, en préservant largement ses ressources pour les générations présentes et futures, tout en faisant appel à des ressources de pays tiers à un degré tel qu'il leur ôte la possibilité d'un développement durable et menace la situation générale du monde. Dans une économie globalement interdépendante, un effort considérable est nécessaire pour reconnaître les conséquences d'une action particulière ailleurs, et particulièrement au Sud" (Sachs et al. 1996:70).
- 26 Les objectifs dévolus à l'espace environnemental d'un pays contribuent à cette prise en compte du niveau de consommation nationale par rapport à celui de populations d'autres pays. De plus, les Amis de la Terre utilisent des quantifications particulières en ce qui concerne "l'importation relative aux terres" (Net Import of Land). Pour ce faire on calcule la surface utilisée partout dans le monde (y compris en Europe) pour la production des biens consommés en Europe (alimentation surtout), et on en déduit la surface utilisée en Europe même. L'objectif de soutenabilité fixé d'après la définition de l'espace environnemental en cette matière serait une diminution de moitié environ par rapport à la situation actuelle¹⁶.
- 27 Ce type de raisonnement peut aussi être mis en rapport avec "l'empreinte écologique" d'un pays, ou encore les impacts que ce pays exerce sur l'environnement d'un autre (ce qui implicitement se trouve aussi repris dans la fixation d'objectifs pour les espaces environnementaux de chaque pays). Il faut cependant se demander comment ces instruments peuvent tenir suffisamment compte des spécificités territoriales, ainsi que du commerce international, deux éléments majeurs qui limitent la fixation d'objectifs uniformes.

Justice Nord-Sud

- 28 Mais à nouveau, il s'agit d'instrument de sensibilisation, et l'orientation en faveur du Sud, très présente, y cherche des arguments de soutien. Etant donné le fait par exemple que les pays industrialisés ont participé pour 76% aux dépenses de consommation, alors qu'ils ne représentent que 15% de la population mondiale (en 1995, selon le PNUD (1998)), cela devrait pouvoir trouver une inscription par rapport aux environnements et ressources respectifs de ces pays.
- 29 Ainsi la question du passif environnemental "importé" peut éventuellement intervenir (encore très timidement) dans le cadre de ces négociations internationales économiques, environnementales et politiques en réalité très corrélées. Tenter de faire valoir une "dette écologique" (par opposition, et en sens inverse à la "dette financière" Sud-Nord)

n'est pas exclu. Ou encore chercher à proposer des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre par habitant égaux dans le monde entier, comme objectifs (niveaux compatibles, de plus, avec le respect du climat), ce qui n'est pas loin de représenter une réduction d'un facteur 10, sinon plus, pour les pays développés. Dès le début des années 90, ce type de position, éventuellement assortie de permis d'émission négociables, était défendu notamment en Inde¹⁷.

Une auto-limitation de la consommation ?

- 30 Toujours au niveau des valeurs éthiques enfin, outre la recherche de plus de justice internationale, un soubassement essentiel de la démarche des Amis de la Terre est celle d'une limitation à la consommation (au Nord) pour "vivre mieux". Nous sommes ici dans une lignée essentielle du mouvement écologiste. Comme le remarquent en effet Alphandery et al. : "à relire, vingt ans plus tard, les textes fondateurs de l'écologie politique et radicale, ceux d'Ivan Illich, Ernst Schumacher, Murray Bookchin, André Gorz, Serge Moscovici, Cornélius Castoriadis ou René Dumont, on est frappé par la similitude des solutions qu'ils préconisaient. Il n'existait pas pour eux de demi-mesure possible. Il fallait changer d'ethos, c'est-à-dire, au sens étymologique du terme, de mœurs, et abandonner le principe moderne de l'insatiabilité des besoins individuels. Il était devenu vital pour l'homme, la société et la nature, de redéfinir les besoins et de soumettre ceux-ci à un nouveau principe, celui de l'austérité volontaire" (1991, p. 164). D'un autre point de vue, nous pouvons dire que cet appel à limiter la consommation individuelle en tant que contribution à la diminution des pressions sur l'environnement mondial, constitue une application de la devise "penser globalement, agir localement".
- 31 Deux concepts qui font partie des débats relatifs au développement durable sont utilisés à cet égard : l'"efficacité" (ou "éco-efficacité", eco-efficiency), et la "suffisance" (sufficiency)
 - "Efficacité = obtenir les mêmes biens et services avec moins de matières
 - Suffisance = obtenir le même bien-être à partir de moins de biens et de services" (Carley et Spapens, 1998, p. 135).
- 32 La "dématérialisation", c'est-à-dire le fait d'utiliser moins de ressources par unité de PNB - ce qui provient en partie des améliorations techniques et de productivité - s'avère insuffisante en regard de l'analyse des impacts. En effet, avec la croissance économique, on constate que la plupart de paramètres significatifs croissent tout de même en valeur absolue (gaz à effet de serre, consommation d'eau, utilisation des terres ...). Pour les pays riches, les Amis de la Terre parlent de "sur-consommation" (overconsumption). Si l'éco-efficacité est assimilable dans son principe par le système industriel - encore que les niveaux préconisés, "facteur 4", "facteur 10", sont largement hors d'atteinte - la suffisance est pour sa part très peu régulable en l'état de nos économies. Les Amis de la Terre, ne s'opposent pas à la croissance économique (à la différence de Halte à la croissance ?), et on pourrait aussi développer en particulier de nouveaux services (qui participent de la dématérialisation des économies). Mais nul doute qu'en réalité il y aurait des impacts forts sur la croissance économique également, si on trouvait une façon d'appliquer leurs propositions.
- 33 Ci-dessous, on trouvera une comparaison résumée des différentes approches que nous venons d'évoquer :

| | Type de document | Evaluation des limites | | | | Changements politiques | | |
|---|--|---|---|---|-----------------------------|--|---|-------------------------|
| | Statut du document | Vision mondiale | Evaluation des limites | Limites des ressources | Limites dues aux pollutions | Processus institutionnels | Changements économiques | Redistribution Nord-Sud |
| Haute à la Croissance ? (1972) | Etude réalisée par experts Prospectif (100 ans) | Unifiée | Interactions entre activités et environnement | Majeures | Moyennes | Base des investissements Base de la croissance économique | Radical : "Stop inflation" | Pour thème local |
| Rapport Brundtland (1987) Agenda 21 (1992) | Rapports pour des programmes politiques | Pour certains problèmes | A partir de problèmes d'environnement et de développement | Pour certains problèmes (eau, agriculture, ...) | Majeures | Politiques diverses Qualité de la croissance économique | Environnement Aide publique au développement | Thématique |
| Amis de la Terre (1995-1998) | Etude pour ONG, avec consultation Prospectif (50 ans) | Pour chaque problème considéré (via EE) | "Espace environnemental" (EE) | Pour certains problèmes (eau, agriculture, ...) | Majeures | "Eco-efficiency" "Sufficiency" | Fort Héritage du projet écologique | Centrale |

4. L'oubli des territoires ?

- 34 Au terme de ce rapide examen, à partir de sources sélectives, qui mettent en évidence d'éventuelles limites de l'environnement, nous reviendrons pour conclure sur quelques éléments des rapports entre la vision mondiale et la différenciation territoriale qu'ils dénotent.

Les impacts sont toujours inscrits dans des territoires

- 35 Une chose est sûre, si des limites d'exploitation ou de pollution du milieu sont franchies cela se fera à des niveaux locaux, différenciés, et non mondialement.
- 36 C'est évidemment le cas pour des exploitations ou des pollutions locales, qui ne sont pas un phénomène nouveau, mais qui se produisent selon une cadence accélérée. Mais cela vaut aussi pour les pollutions de l'environnement réputé "global". Ainsi les implications des changements climatiques diffèrent essentiellement selon les zones géographiques. Même pour des ressources auxquelles on peut avoir recours à partir de différentes sources (du fait d'un marché international), comme par exemple le pétrole ou les prises de poissons, les impacts d'un épuisement d'une source déterminée affectent la société où elle se situe, alors même que des "ressources mondiales" restent disponibles. C'est pourquoi, au moins la première et la troisième des présentations précédentes, qui tiennent dans l'ensemble peu compte de ce facteur, manquent fort d'une connexion avec ces conséquences particulières.
- 37 L'ensemble des constructions résumées ci-dessus - loin d'être directement transposable à tout milieu¹⁸ - s'avère cependant intéressant comme ligne de fond d'orientations nationales ou locales. En effet, il existe un certain nombre de phénomènes semblables, dispersés localement, qui agissent ou peuvent agir, ainsi par exemple pour les gains d'éco-efficience. Ces visions du futur (sans nous prononcer ici sur les chiffres des prévisions) indiquent des directions d'un changement nécessaire pour des choix locaux, influant évidemment sur le long terme (énergie, transports...) En outre, l'existence de

politiques ou de phénomènes mondiaux entraîne des retombées locales avec une importance croissante.

Dynamiques et visions mondialisantes

- 38 En effet la "mondialisation" ou plutôt les différentes formes de mondialisation à la fois renforcent et soutiennent les visions présentées. Mondialisation de ressources, dans les échanges commerciaux; mondialisation des techniques, avec des modes semblables de production et d'exploitation de la nature; mondialisation des conceptions; ou par d'autres formes encore tels que les espaces - et les espèces - "naturels" protégés pour le tourisme mondial, ou pour le "patrimoine de l'humanité".
- 39 Or, des forces homogènes ou semblables dans la mondialisation en se heurtant à la diversité des sociétés vont provoquer des problèmes caractéristiques. Tel que le formule Di Castri (1996, p. 20), "Le processus de globalisation peut être défini succinctement comme l'action de forces globales largement uniformisantes sur des substrats, des systèmes ou des éléments très hétérogènes du fait de leur différentes trajectoires évolutives ou historiques". Ceci aboutit à des crises "importées" qui vont se multiplier. En l'absence de régulations adaptées, on observe une perte de diversité (naturelle, économique, culturelle), et éventuellement des effondrements (ce qui d'une certaine façon constitue un renouvellement du problème posé dans Halte à la croissance ?).
- 40 Di Castri souligne les "changement des échelles" induits par ces phénomènes, avec à la fois une échelle d'espace géographiquement plus large pertinente, et une échelle de temps plus contractée jusqu'à la simultanéité temporelle. Face à cela il s'agirait de rechercher des "politiques de planification et d'implémentation qui équilibrent les spécificités locales avec les connexions globales (et des) processus décisionnels pris aux bons niveaux hiérarchiques selon la nature et l'étendue du problème" (*ibid.*, p. 19).
- Quelles frontières pour les territoires ?
- 41 En ce qui concerne les impacts sur l'environnement, tout ce qui précède nous appelle donc à tenir compte de ces relations extra-territoriales, qui ont toujours existé, mais se renforcent. Cela nous invite à repenser les limites géographiques pertinentes des territoires en relation avec ces problèmes, les limites des fonctionnements à l'intérieur de ces territoires en rapport avec leurs impacts externes, et enfin les processus d'organisation nécessaires pour respecter les limites de l'environnement territorial. Malgré les difficultés à donner des formes précises et praticables pour ces questions, elles n'en sont pas moins présentes.

BIBLIOGRAPHIE

La date entre parenthèses est, quand il y a lieu, la première date d'édition, en langue originale.

ALPHANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves (1991), *L'équivoque écologique*, La Découverte, Paris

CARLEY Michael et SPAPENS Philippe (1998), *Fair shares in environmental space*, Earthscan, London

- CNUCED, CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT (1992), *Action 21*, ONU, New York
- COMMISSION MONDIALE POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT (CMED) (1987), *Notre avenir commun*, Ed. du Fleuve 1988, Québec
- DI CASTRI Francesco (1996), *Maintenir le cap entre mondialisation et diversités*, in *Ecodécision*, Été 1996, pp. 17-22.
- FRIENDS OF THE EARTH (1995), *Towards Sustainable Europe*, Friends of the Earth Europe, Bruxelles
- HAJER Marteen (1995), "The Politics of Environmental Discourse. Ecological Modernisation and the Policy Process", Clarendon, Oxford
- HILLE John (1997), *The Concept of Environmental Space*, European Environmental Agency, Expert's Corner N°1997/2
- INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE AND NATURAL RESOURCES (IUCN) (1980), *World Conservation Strategy, Living Resource Conservation for Sustainable Development*, IUCN-PNUE-WWF, Gland (S)
- LE BRAS Hervé (1994), *Les limites de la planète*, Flammarion, Coll. Champs, 1996, Paris
- MEADOWS Donella H., MEADOWS Dennis L. et RANDERS Jorgen (1992), *Beyond the limits*, (rapport au Club de Rome), Earthscan, London
- MEADOWS Donella H., MEADOWS Dennis L., RANDERS Jorgen et BEHRENS III William W. (1972), *Halte à la croissance ?*, (rapport au Club de Rome), Fayard, Paris
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) (1998), *Rapport sur le développement humain*, Economica, Paris
- SACHS Wolfgang, LOSKE Reinhard, LINZ Manfred et al. (1996), *Greening the North. A post-industrial blueprint for ecology and equity*, 1998, Zed Books, London & New York
- VON WEISZACKER Ernst, LOVINS Amory B. et LOVINS L. Hunter (1997), *Facteur 4*, (rapport au Club de Rome), Terre Vivante, Mens, France
- ZACCAI Edwin (2000), "Questions sur la croissance de la consommation en relation avec l'environnement dans le Tiers Monde", in NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme dans le Tiers Monde*, L'Harmattan, Paris, pp. 211-236
- ZACCAI Edwin (2002), *Le développement durable. Constitution et dynamique d'un projet*, P.I.E. - Peter Lang, Berne-Bruxelles
- ZUINDEAU Bertrand (2000), "La "durabilité" : essai de positionnement épistémologique du concept", in B. Zuindeau (ed.), *Développement durable et territoire*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq

ANNEXES

Commentaires

De Emmanuel Prinet, Association 4D

Je souhaite tout d'abord vous féliciter pour la qualité et la clarté de votre article "De quelques visions mondiales des limites de l'environnement", que j'ai lu sur le site Internet "Développement Durable et Territoires". Je partage tout à fait votre analyse, et d'ailleurs,

j'ai moi-même écrit un mémoire sur le même thème. Vous parlez de l'espace environnemental de Carley et Spapens, et vous mentionnez une fois "l'empreinte écologique", mais je trouve dommage que vous ne citiez pas LA référence en la matière, c'est-à-dire le livre *Notre empreinte écologique*, écrit par William REES et Mathis WACKERNAGEL (voir <http://www.ecosociete.org/t44.html>).

Quelques sites sur l'empreinte écologique :

- http://www.wwf.fr/empreinte_ecologique/index.htm
- <http://www.ecouncil.ac.cr/rio/focus/report/english/footprint/>
- <http://www.rprogress.org/programs/sustainability/ef/>
- <http://www.ecologicalfootprint.com/>
- <http://dieoff.org/page110.htm>
- <http://www.global-vision.org/city/footprintFR.html>
- <http://www.bestfootforward.com/>

Bien cordialement, et bonne continuation !

Emmanuel Prinnet, Association 4D, 7, impasse Charles Petit, 75011 Paris, France

Tél : +33 (0)1.44.64.75.82 Fax : +33(0)1.44.64.72.76 Web : <http://www.association4d.org>

NOTES

1. Cité par Hille (19997, p. 7; traduit de l'anglais).
2. On sait que la vision de la Terre depuis l'espace à la fin des années 60 aura une influence majeure sur la conception d'un destin commun et d'une planète commune à préserver, voir notamment à ce sujet Hajer (1995, p. 8), et évidemment le *Rapport Brundtland* (CMED 1987).
3. "L'effet boomerang de la technologie n'est que trop évident. Elle menace notre environnement naturel, et cette menace pourrait devenir irréversible. Les individus subissent des contraintes de plus en plus insupportables et rejettent l'autorité; la drogue, le crime et la délinquance augmentent; la foi disparaît, que ce soit celle de la religion soutien des hommes au cours des siècles, que ce soit la confiance en la démarche des partis politiques ou en l'efficacité des réformes sociales. Toutes ces difficultés semblent accompagner la prospérité" (*ibid.*, p. 137).
4. Ce problème n'est évoqué qu'en quelques lignes parmi d'autres ressources naturelles (*ibid.*, p. 176).
5. Afin qu'elle soit moins gourmande en ressources, et avec des retombées beaucoup plus équitablement réparties. Voir par exemple à ce sujet la CMED (1987, p. 52).
6. Traduit de l'anglais.
7. L'expression est du même Marteen Hajer (1995, pp. 13-15), pour lequel il existe des "coalitions de discours", qui ne sont pas conventionnelles au niveau politique. Elles unissent des acteurs différents (politiciens, scientifiques, ONG, ...) autour de discours, à savoir "une façon particulière de parler et de penser à propos de la politique de l'environnement". Ce sont des *story-lines*, qu'ils utilisent dans leurs engagements

politiques. On peut constater aussi que bien que différents porte-parole partagent certaines *story-lines*, ils les interprètent en fonction de leurs intérêts particuliers.

8. International Union for Conservation of Nature and Natural Resources.

9. Sur une discussion approfondie et très critique de la "capacité de charge" en rapport avec la démographie, voir Le Bras (1994).

10. Il a dirigé successivement *The Development Dictionary* (1992) et *Global Ecology* (1993), aujourd'hui des livres de référence pour des articles très incisifs à propos du développement et du développement durable (Editions Zed Books, London-New York).

11. Tous deux liés à Friends of the Earth, M. Carley étant aussi professeur à l'université d'Edimbourg.

12. Carley et Spapens (1998, p.9), traduit de l'anglais, comme toutes les citations suivantes du même ouvrage, et de celui de Sachs et al. (1996). Le concept initial de "*environmental space*" ("*milieu gebruiksruimte*" en néerlandais) a été élaboré par Hans Opschoor en 1992, en référence à l'espace que les êtres humains peuvent utiliser dans l'environnement naturel sans porter atteinte durablement à ses caractéristiques essentielles.

13. Cette agrégation est particulièrement le cas du livre de Carley et Spapens, dans les deux autres ouvrages cités, on trouve nettement plus de spécificités prises en compte, mais la ligne forte de la conclusion reste la même : réduire fortement l'impact du Nord, celui-ci étant calculé en tenant compte de ses incidences mondiales, et d'une équité foncière dans le partage des ressources terrestres.

14. N'oublions pas cependant que l'un des cinq paramètres principaux du modèle du Club de Rome était la pollution, et inversement des prévision sur la disponibilité des ressources devraient rester d'actualité, que ce soit pour des ressources non renouvelables (énergie) ou renouvelables (eau).

15. Voir ci-dessous à propos de cette notion.

16. Pour discuter la portée de cet objectif, ainsi que pour la consommation de bois, il faut en revenir à une analyse détaillée de l'agriculture (voir Hille 1997).

17. Dès cette époque, des membres du Center for Science and Environment de New Delhi (A. Agarwal et S. Narain) ont proposé un principe de rejet de gaz à effets de serre proportionnel à la population, et cette idée a été soutenue, par le Groupe des 77 et la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUED).

18. C'est aussi la conclusion à laquelle parvient B. Zuindeau (2000, p. 61) quand il estime que l'introduction de la variable spatiale modifie substantiellement les règles "universalistes" de la durabilité.

RÉSUMÉS

Parmi les problèmes clés inclus dans le projet de développement durable, la généralisation (im)possible des niveaux de vie occidentaux à la planète (à moyen ou long terme), compte tenu des limites de l'environnement, constitue sans doute l'un des plus spécifiques. Examinée sous des formes quantifiées, cette idée conduit à bon nombre de débats et de propositions. Nous revenons sur plusieurs manières dont ce problème a été posé, sur leurs évolutions et sur certaines solutions proposées : *Halte à la croissance ?* (1972), le *Rapport Brundtland* (1987) et l'*Agenda 21* (1992),

la campagne des Amis de la Terre *Pour une Europe soutenable* (1995-1998) sont ainsi successivement examinés. Nous nous interrogeons au passage sur les façons dont ces visions mondiales ont tenu compte ou non de différences territoriales.

INDEX

Mots-clés : environnement, mondialisation, politiques de développement durable, consommation, approche conceptuelle

AUTEUR

EDWIN ZACCAI

Edwin Zaccai, est ingénieur, philosophe, docteur en environnement et chargé de cours à l'Université de Bruxelles, où il co-dirige le Centre d'Etudes du développement durable (Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire). Ses recherches portent sur les aspects socio-politiques du développement durable. Publications récentes : "Le développement durable. Dynamique et constitution d'un projet" (2002), P.I.E. - Peter Lang, Berne-Bruxelles, et "Le principe de précaution. Significations et conséquences", co-édité avec Jean-Noel Missa. Publication récente : "Le développement durable. Dynamique et constitution d'un projet" (2002), P.I.E. - Peter Lang, Berne-Bruxelles. Tel. 00 32 2 650 43 32 ezaccai@ulb.ac.be www.ulb.ac.be/igeat/cedd